




Rapport financier semestriel
Exercice 2016 / 2017
Situation semestrielle arrêtée
au 30 septembre 2016

SII

65, rue de Bercy

75012 Paris

Siren : 315 000 943

 : +33 (0)1 428 482 22

<http://www.groupe-sii.com>



SOMMAIRE

Rapport d'activité du premier semestre	3
Comptes consolidés semestriels	9
Attestation des Commissaires aux comptes	37
Attestation du Responsable du document	39



RAPPORT D'ACTIVITÉ PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2016 / 2017 (1^{er} avril 2016 au 30 septembre 2016)

Commentaires sur l'activité et Faits marquants

Le groupe SII, spécialiste des métiers de l'ingénieur, a enregistré au premier semestre de son exercice 2016/2017, clos au 30 septembre 2016, un chiffre d'affaires de 205,2 M€. Celui-ci est en croissance de 26,0% dont 17,2% en organique en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent.

Capitalisant sur la qualité de ses implantations, la force de son réseau commercial et les savoir-faire de ses consultants, le groupe SII a, au cours de ce semestre, tiré pleinement parti des opportunités liées aux investissements technologiques en cours portés par un environnement ultra-concurrentiel, complexe et digital.

Sur son marché domestique, le groupe SII continue d'accompagner les grands comptes dans leurs programmes, notamment sur ses principaux secteurs tels que l'Aéronautique, la Défense et les Télécoms. Les relais de croissance tels que la Banque et Assurance, l'Énergie, les Transports, le Commerce et la Distribution participent également à l'évolution positive du chiffre d'affaires semestriel. Celui-ci s'inscrit parmi les meilleures performances sectorielles, en progression entièrement organique de 15,8 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent

Le TACE est resté supérieur à 90 % sur l'ensemble du semestre en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent. Cette forte activité, accompagnée par un calendrier favorable (+2 jours ouvrés sur le semestre) ont alimenté l'amélioration des résultats.

À l'international, le groupe SII a poursuivi le rythme élevé de son développement, affichant un chiffre d'affaires en progression de 39,7 % dont 19,2 % en croissance organique. De nombreux pays ont participé à cette performance et notamment la Pologne (+21 %), l'Allemagne (+178 % dont + 4,7 % en organique) et l'Espagne (+18 %) qui correspondent aux trois principaux marchés internationaux du Groupe et représentent 89 % de l'activité internationale

À noter également, les très belles performances de la Roumanie (+26 %), de la République Tchèque (+70 %), du Chili (+22 %) et du Maroc (+27 %). Les difficultés restent concentrées en Suisse (-57 %), en Belgique (-16 %) et aux Pays-Bas (-23 %).

Le groupe SII est également en phase avec son ambitieux plan de recrutement : 1 227 talents ont rejoint nos équipes sur ce premier semestre représentant plus de la moitié de l'objectif fixé à 2 000 sur l'ensemble de l'année.

Tous ces éléments favorables ont permis de bâtir des résultats solides sur la période.

L'ensemble des résultats et des marges ont bénéficié de cette vitalité du Groupe et affichent de nettes progressions. Ainsi la marge opérationnelle d'activité ressort à 16,45 M€, soit 8,02% du chiffre d'affaires.

Après prise en compte d'éléments non récurrents (coût des plans d'actions gratuites et dépréciation de goodwill), le résultat opérationnel ressort à 15,60 M€, en hausse de 87,2% sur ce semestre, soit une marge opérationnelle en progression de 2,48 points à 7,60%.

Après charges financières, impôts et intérêts minoritaires, le résultat net part du groupe s'établit à 10,25 M€ contre 5,19 M€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

En termes de flux de trésorerie, le groupe SII a maintenu la solidité de sa structure financière tout en engageant de nouveaux investissements. La trésorerie nette du groupe demeure stable à la fin de ce semestre à 12,4 M€ contre 12,0 M€ au 31 mars 2016.

Les capitaux propres du Groupe s'établissent sur cette même période à 113,4 M€ contre 103,2 M€ au 31 mars 2016.

Performance économique

- Publication semestrielle consolidée aux normes IFRS

<i>En M€, 1^{er} semestre clos au 30/09</i>	2015/2016	2016/2017	Variation
	S1	S1	
Chiffre d'affaires	162,86	205,21	+ 26,0%
Résultat opérationnel	8,34	15,60	+ 87,2%
Marge opérationnelle	5,12%	7,60%	+ 2,48 pt
Résultat net part du groupe	5,18	10,25	+ 97,7%
Effectif moyen	5 023	5 842	+ 819
Effectif fin de période	5 207	5 951	+ 744

- Résumé de l'activité française consolidée aux normes IFRS

<i>En M€, 1^{er} semestre clos au 30/09</i>	2015/2016	2016/2017	Variation
	S1	S1	
Chiffre d'affaires	93,25	107,95	+ 15,8%
Résultat opérationnel	3,20	9,18	x 2,87
Effectif moyen	2 525	2 707	+ 182

- Résumé de l'activité internationale consolidée aux normes IFRS

En M€, 1 ^{er} semestre clos au 30/09	2015/2016 S1	2016/2017 S1	Variation
Chiffre d'affaires	69,61	97,25	+ 39,7%
Résultat opérationnel	5,14	6,43	+ 25,0%
Effectif moyen	2 498	3 135	+ 637

- Objectifs annuels

Le marché français du conseil en technologie s'est nettement amélioré sur l'année 2016 et devrait connaître une croissance de 2,8% selon les données exposées par le Syntec Numérique lors de sa conférence de presse du 16 novembre 2016. Ce niveau de croissance devrait se maintenir au-delà de 2016, et peut-être même s'accélérer. Cette tendance est confirmée par le Syntec Numérique qui a annoncé, lors de cette même conférence de presse du 16 novembre 2016, une croissance de 3,2% sur l'année 2017.

Au vu de cette vitalité commerciale du premier semestre, aussi bien en France qu'à l'international, et des succès commerciaux remportés à la fois auprès de grands comptes historiques et de nouveaux clients dans le cadre de sa stratégie de diversification sectorielle, le groupe SII revoit à la hausse son objectif de croissance du chiffre d'affaires 2016/2017 qui devrait se situer au-delà de 430 millions d'euros (soit une croissance globale de 20%).

Une croissance qui sera accompagné, comme annoncé, d'une nouvelle amélioration du résultat et des marges sur l'ensemble de l'exercice.



Résultats semestriels

Les comptes semestriels clos au 30 septembre 2016 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Ils ont été arrêtés par le Directoire lors de sa réunion du 07 décembre 2016.

Ils ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes qui ont établi leur attestation (cf. pages 37 & 38) en date du xx décembre 2016.

Les règles et méthodes comptables restent identiques à celles utilisées pour établir les résultats semestriels de l'exercice précédent.

Le groupe SII établit des comptes consolidés intégrant l'ensemble de ses filiales. La comparaison a été établie sur la base de comptes aux normes IFRS.

- Résultats sociaux

Poste comptable (en K€)	30/09/2015	30/09/2016
Chiffre d'affaires	93 255	108 202
Produits d'exploitation	95 162	108 791
Charges d'exploitation	- 93 392	- 104 487
Résultat d'exploitation	1 770	4 304
Résultat financier	202	110
Résultat exceptionnel	5	1 232
Participation des salariés	0	- 99
Impôts sur les bénéfices	-86	- 1 363
Résultat net	1 891	4 184
Capitaux propres	91 837	100 804
Total du Bilan	160 337	174 805

- Résultats consolidés

Poste comptable (en K€)	30/09/2015	30/09/2016
Chiffre d'affaires	162 864	205 207
Résultat opérationnel	8 337	15 604
Coût de l'endettement financier net	- 24	- 99
Autres charges et produits financiers	- 746	- 430
Charge d'impôt	- 2 403	- 4 764
Résultat net	5 164	10 311
Résultat net part du groupe	5 185	10 251
Capitaux propres	97 380	113 395
Total du Bilan	206 465	243 945

- Information relative aux actions auto-détenues

Actions auto-détenues	30/09/2015	30/09/2016
nombre de titres	1 203 874	958 529
prix d'acquisition (en K€)	5 561	4 453
prix moyen d'acquisition (€)	4,62	4,62
cours moyen septembre (€)	8,02	14,17
valeur de marché (en K€)	9 655	14 176

Risques

Les risques auxquels le groupe est exposé n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre de l'exercice 2016/2017 par rapport à la présentation faite dans le document de référence de l'exercice clos le 31 mars 2016 (§ 1.5).



Perspectives d'avenir

Lors de sa conférence de presse du 16 novembre 2016, le Syntec Numérique a annoncé un marché du conseil en technologies en croissance de 2,8% pour l'année 2016 et un marché du conseil et services en progression de 2,5% sur 2016. Toujours selon Syntec Numérique, l'année 2017 devrait confirmer cette tendance et voire la croissance s'accélérer sur chacun de ces deux marchés (+3,2% pour le conseil en technologies et +2,6% pour le conseil et services). « Une croissance qui accélère », tel était résumé le message de cette conférence de presse.

Même si ce message n'est pas conforté par les perspectives macroéconomiques, il est indéniable que le numérique est aujourd'hui intégré dans tous les investissements de notre économie. Ce positionnement particulier de notre secteur lui confère une partie de sa force.

L'innovation et l'efficacité opérationnelle est au cœur des préoccupations des directions métiers de nos clients, la « transformation numérique » est sur toutes les lèvres, les SMACS (Social, Mobile, Analytics, Cloud, Security) poursuivent leur croissance effrénée. Ces enjeux, vecteurs de la performance de nos clients, vont alimenter nos prochains travaux.

La stratégie du groupe SII visant à étendre ses savoir-faire, ses compétences technologiques, ses positions sectorielles et son positionnement géographique doit permettre de poursuivre une croissance rentable pour les prochains mois.

Évènements postérieurs au 30 septembre 2016

Par un communiqué en date du 26 mai 2016, le groupe SII annonçait être entré en négociations exclusives avec le groupe FEEL EUROPE en vue de l'acquisition de 100% du capital.

Le 13 décembre 2016, un protocole d'accord a été signé entre les parties marquant une étape importante du processus.

Sous réserve de l'accord de l'Autorité de la Concurrence, la finalisation de cette opération devrait aboutir au cours du premier trimestre 2017.

Le groupe FEEL EUROPE devrait réaliser un chiffre d'affaires de 58 M€ sur l'année 2016 auprès d'une clientèle de grands comptes notamment dans le secteur Banques et Assurances (75%).

Disposant d'une équipe de 580 consultants, implantés en Ile-de-France et dans plusieurs régions, le Groupe FEEL EUROPE adresse les problématiques fonctionnelles et métiers de clients grands comptes avec une offre de services structurée autour de quatre pôles : le Conseil AMOA, les Technologies, les Infrastructures et la Formation.

Eric MATTEUCCI

Président du Directoire



COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/09/2016

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en K€.

Sommaire

1.	État de la situation financière consolidée	11
2.	État du résultat global consolidé	12
3.	Tableau consolidé des flux de trésorerie.....	13
4.	État des variations des capitaux propres consolidés.....	14
5.	Référentiel comptable	15
5.1.	Référentiel IFRS applicable au 30 septembre 2016.....	15
6.	Méthodes comptables significatives	16
6.1.	Présentation des états financiers	16
6.2.	Principes de consolidation.....	16
6.3.	Information sectorielle	16
6.4.	Conversion des états financiers des filiales étrangères	17
6.5.	Immobilisations incorporelles	17
6.6.	Immobilisations corporelles	18
6.7.	Actifs financiers non courants	18
6.8.	Actifs courants	19
6.9.	Autres actifs courants.....	19
6.10.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	19
6.11.	Capitaux propres	19
6.12.	Emprunts et dettes financières	19
6.13.	Provisions.....	20
6.14.	Autres passifs non courants	20
6.15.	Dettes d'exploitation	21
6.16.	Autres passifs courants.....	21
6.17.	Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	21
6.18.	Impôt sur le résultat	22
6.19.	Résultat par action.....	22
6.20.	Résultat opérationnel courant / Résultat opérationnel	22
6.21.	Subventions	23
7.	Périmètre de consolidation	24
7.1.	Liste des entreprises consolidées	24
7.2.	Variations de périmètre.....	24
8.	Immobilisations incorporelles	25
9.	Goodwill.....	25



10.	Immobilisations corporelles	26
11.	Autres actifs financiers	26
12.	Impôts différés actifs et passifs	27
13.	Créances d'exploitation	27
14.	Autres actifs courants	28
15.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	28
16.	Capitaux émis et réserves.....	29
17.	Emprunts et dettes financières	30
18.	Provisions.....	30
19.	Dettes d'exploitation	31
20.	Autres passifs courants.....	31
21.	Charges de personnel	31
22.	Dotations aux amortissements.....	32
23.	Dotations aux provisions	32
24.	Autres charges opérationnelles non courantes	32
25.	Résultat financier net	33
26.	Charge d'impôt	34
27.	Résultat par action.....	34
28.	Information sectorielle	35
29.	Engagements hors bilan	35
30.	Informations relatives aux parties liées	36
31.	Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice.....	36
32.	Effectif moyen.....	36



1. État de la situation financière consolidée

ACTIF	(en milliers d'euros)	Note	30/09/2016	31/03/2016
ACTIFS NON COURANTS				
Goodwill		8-9	19 023	19 527
Immobilisations incorporelles		8-9	6 626	6 840
Immobilisations corporelles		10	7 568	7 699
Autres actifs non courants		11	178	1 133
Actifs financiers non courants		11	3 415	2 808
Impôts différés actifs		12	331	643
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS			37 141	38 650
ACTIFS COURANTS				
Créances d'exploitation		13	152 161	142 059
Créances d'impôts			695	706
Autres actifs courants		14	6 357	5 710
Actifs financiers courants		11	298	126
Trésorerie ou équivalents de trésorerie		15	47 293	46 820
TOTAL DES ACTIFS COURANTS			206 804	195 421
ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE				
TOTAL DE L'ACTIF			243 945	234 071
PASSIF	(en milliers d'euros)	Note	30/09/2016	31/03/2015
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis		16	40 000	40 000
Autres réserves			64 853	52 060
Titres en autocontrôle			- 1 918	- 2 378
Résultat de l'exercice			10 251	13 172
Capitaux propres – part du Groupe			112 986	102 854
Intérêts minoritaires			409	349
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES			113 395	103 203
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts et dettes financières à long terme		17	15 059	15 653
Provisions à long terme		18	3 724	3 663
Autres passifs non courants				
Impôts différés passifs		12	508	
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS			17 712	19 316
PASSIFS COURANTS				
Dettes financières à court terme		17	22 533	19 126
Dettes d'exploitation		19	66 295	67 604
Provisions à court terme		18	43	43
Dettes d'impôts			1 432	1 843
Autres passifs courants		20	20 956	22 936
TOTAL DES PASSIFS COURANTS			111 259	111 552
TOTAL DU PASSIF			243 945	234 071



2. État du résultat global consolidé

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)	Note	30/09/2016	30/09/2015
CHIFFRE D'AFFAIRES	30	205 207	162 864
Achats consommés		- 32 203	- 24 289
Charges de personnel	21	- 135 537	- 111 264
Charges externes		- 16 464	- 13 237
Impôts et taxes		- 2 369	- 2 400
Dotations aux amortissements	22	- 2 639	- 2 399
Dotations aux provisions	23	- 79	- 912
Autres produits d'exploitation		427	83
Autres charges d'exploitation		- 328	- 109
Résultat opérationnel courant		16 015	8 337
Autres charges opérationnelles non courantes	24	- 411	
Résultat opérationnel		15 604	8 337
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	64	124
Coût de l'endettement financier brut	25	- 163	- 148
Coût de l'endettement financier net		- 99	- 24
Autres produits financiers	25	499	306
Autres charges financières	25	- 929	- 1 052
Charge d'impôt	26	- 4 764	- 2 403
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		10 311	5 164
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		10 311	5 164
Part du groupe		10 251	5 185
Intérêts minoritaires		60	- 21
Résultat net par action (en euros)	27	0,513	0,259
Résultat net dilué par action (en euros)	27	0,536	0,275
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (en milliers d'euros)	Note	30/09/2016	30/09/2015
Résultat net de l'ensemble consolidé		10 311	5 164
Ecarts de conversion		- 338	- 720
Ecart actuariel sur engagements de retraite			
Résultat global reconnu en capitaux propres		- 338	- 720
Résultat global		9 973	4 444
Part du groupe		9 913	4 465
Intérêts minoritaires		60	- 21



3. Tableau consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/09/2016	31/03/2016	30/09/2015
Résultat net consolidé	10 311	13 135	5 164
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions	3 112	7 412	3 094
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	206	135	98
+/- Plus et moins-values de cession	5	- 93	- 38
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	13 634	20 589	8 318
+/- Coût de l'endettement financier net	99	100	24
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	4 764	7 024	2 403
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	18 497	27 713	10 745
+/- Impôts versés	- 3 356	- 3 611	687
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité	- 14 472	- 18 159	- 8 585
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE (D)	669	5 943	2 847
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 2 342	- 5 541	- 2 081
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	14	116	41
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	- 1 057	- 2 465	- 1 409
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	284	2 392	1 423
+/- Incidence des variations de périmètre		914	- 25
+/- Variation des prêts et avances consentis	- 177	- 6	7
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	147		
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	- 3 131	- 4 590	- 2 044
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	2 113	11	- 123
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 1 714	- 1 504	- 1 504
- Dividendes versés aux minoritaires	0	0	0
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	5 691	12 200	2 775
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	- 4 406	- 5 022	- 2 109
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	- 99	- 100	- 24
+/- Autres flux liés aux opérations de financement			
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	1 585	5 585	- 985
+/- Incidence des variations des cours de devises (G)	- 191	- 192	- 254
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (H) = (D + E + F + G)	- 1 068	6 746	- 436
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	44 089	37 343	37 343
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	43 021	44 089	36 907
Equivalents de trésorerie	10 237	5 453	5 271
Trésorerie	36 966	41 367	35 349
Concours bancaires	- 4 272	- 2 731	- 3 713
TRESORERIE DE CLOTURE	43 021	44 089	36 907



4. État des variations de capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Titres autodétenus	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Total part groupe	Minoritaires	Total capitaux propres
Au 31/03/2014	40 000	- 3 539	31 618	13 413	81 492	385	81 877
Résultat net de la période				11 265	11 265	36	11 301
Autres éléments du résultat global			225		225		225
Résultat global			225	11 265	11 490	36	11 526
Affectation du résultat			13 413	- 13 413			
Paiements fondés sur des actions			486		486		486
Opérations sur titres auto-détenus		860	1 340		2 200		2 200
Dividendes			- 1 833		- 1 833	- 23	- 1 856
Variation de périmètre						- 56	- 56
Puts sur minoritaires			39		39		39
Autres mouvements							
Au 31/03/2015	40 000	- 2 679	45 288	11 265	93 874	342	94 216
Résultat net de la période				13 172	13 172	- 38	13 134
Autres éléments du résultat global			- 713		- 713		- 713
Résultat global			- 713	13 172	- 12 459	- 38	12 421
Affectation du résultat			11 265	- 11 265			
Paiements fondés sur des actions			135		135		135
Opérations sur titres auto-détenus		301	- 42		259		259
Dividendes			- 1 504		- 1 504		- 1 504
Variation de périmètre			11		11	46	57
Puts sur minoritaires			- 2 372		- 2 372		- 2 372
Autres mouvements			- 8		- 8	- 1	- 9
Au 31/03/2016	40 000	- 2 378	52 060	13 172	102 854	349	103 203
Résultat net de la période				10 251	10 251	60	10 311
Autres éléments du résultat global			- 338		- 338		- 338
Résultat global			- 338	10 251	9 913	60	9 973
Affectation du résultat			13 172	- 13 172			
Paiements fondés sur des actions			206		206		206
Opérations sur titres auto-détenus		460	1 268		1 728		1 728
Dividendes			- 1 714		- 1 714		- 1 714
Variation de périmètre							
Puts sur minoritaires							
Autres mouvements			- 1		- 1		- 1
Au 30/09/2016	40 000	- 1 918	64 653	10 251	112 986	409	113 395



5. Référentiel comptable

5.1 Référentiel IFRS applicable au 30 septembre 2016

La société SII SA dont le siège social est situé au 65 rue de Bercy 75012 PARIS est cotée sur Euronext, compartiment B, sous le code ISIN FR0000074122.

L'activité de la société porte sur les marchés du conseil en technologies et du conseil et services (ESN) dans des secteurs d'activité variés tels que l'aéronautique, les télécoms, la banque, l'assurance, la défense, l'énergie, la distribution, les transports et les services.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 septembre 2016 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le groupe SII »).

Les états financiers consolidés semestriels du groupe SII au 30 septembre 2016 sont établis conformément aux normes internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées par l'IASB (International Accounting Standards Board) en vigueur à cette date telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2016 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 mars 2016.

Les autres normes, interprétations et amendements obligatoires à compter du 1^{er} avril 2016 ont été appliqués par le groupe SII et n'ont pas d'incidence significative sur les comptes au 30 septembre 2016.

Le groupe SII n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations ou amendements évoqués ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} avril 2016. Il s'agit des normes suivantes :

- IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires issus des contrats clients » ;
- IFRS 9 : « Instruments financiers » ;
- IFRS 16 : « Contrats de locations ».

L'effet d'application de ces textes est en cours d'analyse par le groupe SII.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales « IFRS » implique que le groupe SII doit procéder à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses susceptibles d'affecter le montant des actifs, des passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges de la période. Des changements de faits et circonstances peuvent conduire le groupe SII à d'éventuels changements d'estimations ultérieurs.



6. Méthodes comptables significatives

6.1 Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Conformément aux prescriptions IFRS, les états financiers consolidés du groupe sont préparés sur la base du coût à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du groupe, et ceux ayant une maturité de moins de douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs non courants destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

6.2 Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société consolidante ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère, à la date de l'arrêté des comptes. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques opérationnelles et financières d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

Toutes les transactions et soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

6.3 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le groupe est tenu de communiquer une information financière sectorielle basée sur les données internes de gestion utilisées par la Direction ; ceci afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

L'information transmise en interne au Président du directoire est présentée sous un seul secteur d'activité.

Les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe sont établis selon une répartition par zone géographique suivante : France et Hors France.

6.4 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états des filiales étrangères hors de la zone Euro dont la monnaie de fonctionnement ne diffère pas de la monnaie locale, sont convertis selon la méthode du cours de clôture pour les postes bilantiels, sauf pour les capitaux propres, et le cours moyen mensuel de la période pour les postes de produits et de charges qui représente le cours de change en vigueur à la date des transactions en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultant de la variation entre les taux de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les éléments de bilan, ainsi que ceux provenant de la différence entre les taux de change moyens mensuels sur les éléments de résultat, sont portés dans le poste « Ecarts de conversion » inclus dans les capitaux propres consolidés.

6.5 Immobilisations incorporelles

En conformité avec la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition dès lors que les avantages économiques futurs attribuables iront au groupe et que ce coût a pu être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle ou à chaque fois qu'il y a une indication de perte de valeur qui consiste à comparer leur valeur d'utilité et leur valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

- Goodwill

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises », à la date d'acquisition, le goodwill correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou aux groupes d'UGT définis par le groupe susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Le niveau d'UGT retenu pour tester les goodwill repose sur la segmentation géographique définie par le groupe pour la présentation de son information sectorielle (Cf. note 9).

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs non financiers », les goodwill comptabilisés ne sont pas amortis mais font l'objet de test de perte de valeur au minimum une fois par an.

En cas de cession d'une entreprise, le goodwill attribué à la filiale est inclus dans la détermination du résultat de cession.



6.6 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont présentées au bilan en prenant le coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif, soit :

Catégorie	Amortissement	
	Mode	Durée
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Installations & agencements	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

- Contrats de location

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location-financement qui, en substance, transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisées en immobilisations corporelles. Il s'agit principalement de matériel informatique et de matériel de transport.

En application de la norme IAS 17, ces immobilisations sont comptabilisées à l'actif à la date de signature du contrat pour un montant égal à leur juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Elles sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers est inscrite au passif.

6.7 Actifs financiers non courants

Conformément aux normes IAS 32 et IAS 39, les actifs financiers sont évalués en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les actifs financiers évalués au coût amorti sont dépréciés si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Certaines créances pour lesquelles l'effet de l'actualisation est significatif sont comptabilisées à la valeur des flux de trésorerie actualisés au taux de marché.

Le groupe utilise des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation de taux d'intérêt ou de taux de change. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de mise en place et sont ensuite réévalués. La méthode de reconnaissance des profits et pertes de juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et le cas échéant de la nature de l'élément couvert.

6.8 Actifs courants

Les créances d'exploitation ont été évaluées à leur juste valeur.

Les créances douteuses donnent lieu à enregistrement de dépréciations des comptes clients, déterminées client par client voire créance par créance, par référence à l'antériorité et au risque estimé de non recouvrement des créances.

Ces dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe un indicateur de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des créances telle qu'une contestation voire une défaillance ou un défaut de paiement à l'échéance.

6.9 Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont évalués à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation car ils ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

6.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité, dont la valeur n'est pas sujette à des variations significatives.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture. La valorisation est effectuée à la juste valeur.

6.11 Capitaux propres

- Titres en autocontrôle

En application de la norme IAS 32, tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

- Paiements fondés sur des actions

L'IFRS 2 prévoit l'évaluation et la comptabilisation en charge des avantages liés aux plans d'options d'achat d'actions et aux plans d'attribution d'actions gratuites. S'agissant de plans qui se dénouent en instruments de capitaux propres, à juste valeur unitaire des options et actions est déterminée en date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits au compte de résultat dans le poste « Charges de personnel » (la contrepartie étant une augmentation des capitaux propres).

La détermination de la juste valeur de ces options et actions à la date d'attribution a été effectuée sur la base du cours de l'action diminué de la perte de chance de dividendes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

6.12 Emprunts et dettes financières

Les emprunts correspondent en partie aux dettes issues des contrats de location financement.

Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant en fonction de leur échéance.

6.13 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation présente, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. Elle est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

Les provisions courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est inférieure ou égale à un an. Les provisions non courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est supérieure à un an.

- Provisions pour indemnités de fin de carrière

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au Personnel » le groupe comptabilise ses obligations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies dont il supporte le risque actuariel et le risque de placement. La différence entre le montant du passif social concernant les indemnités de fin de carrière et les réserves existantes pour couvrir ce passif fait l'objet d'une provision.

L'évaluation de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière a été réalisée à partir de la méthode par répartition des coûts au prorata de l'ancienneté. Elle tient compte des paramètres suivants :

- le montant des indemnités de fin de carrière futures estimées au départ en fin de carrière,
- la probabilité d'avoir à verser ces indemnités de fin de carrière,
- le coefficient d'actualisation financière.

6.14 Autres passifs non courants

- Puts sur minoritaires

Le groupe peut consentir aux actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie.

Le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des entités concernées. En application de la méthode dite de « l'acquisition anticipée », le groupe ne reconnaît pas d'intérêts non contrôlés vis-à-vis des actionnaires minoritaires bénéficiant de l'engagement de rachat : aucune quote-part de résultat ne leur est donc attribuée dans les comptes consolidés.

Le passif est initialement comptabilisé pour la valeur actuelle du prix d'exercice. Lors des arrêtés ultérieurs, sa valorisation est ajustée en fonction de la dernière actualisation disponible des paramètres de calcul contractuels.

Les variations de juste valeur des engagements de rachat, après leur comptabilisation initiale, sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres part du groupe.

Le passif financier est présenté au sein des « Autres passifs non courants » ou « Autres passifs courants » en fonction de la date d'exigibilité de l'engagement de rachat.

Des puts sur minoritaires ont été constatés sur les filiales SII Pologne, SII Deutschland, SII Concatel, SII Roumanie et SII République Tchèque.

6.15 Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont valorisées à leur juste valeur. Aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où elles ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

6.16 Autres passifs courants

Les autres passifs sont composés des autres dettes et des produits constatés d'avance. Ces derniers correspondent essentiellement aux prestations facturées non encore exécutées, selon leur avancement.

La ventilation entre autres passifs courants et non courants s'effectue en fonction de l'échéance à court ou long terme des éléments qui composent ces rubriques.

6.17 Reconnaissance du chiffre d'affaires

- Prestations d'assistance technique, de conseil et de réalisation facturées au temps passé

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- Les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique créances d'exploitation,
- Les services facturés mais non encore totalement exécutés sont déduits du chiffre d'affaires facturé et sont portés au passif du bilan à la rubrique « Autres passifs courants ».

- Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités suivantes :

- Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux conformément à IAS 11 et IAS 16.
L'avancement est calculé sur la base des coûts restant à engager pour la réalisation complète, en tenant compte de la garantie le cas échéant.
Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.
- Les pourcentages d'avancement des projets sont déterminés selon les procédures qualité en vigueur dans le groupe. L'avancement d'un projet est calculé en fonction du nombre de jours restant à produire par rapport au nombre de jours initialement prévu, permettant ainsi la prise en compte intégrale en temps réel d'une éventuelle perte sur le projet.

6.18 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce dernier cas, il est directement comptabilisé en capitaux propres.

- L'impôt exigible correspond au montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.
- Les impôts différés sont calculés et pris en compte pour chaque entité fiscale, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs comptabilisés et leur base fiscale correspondante. La base fiscale dépend des règles fiscales en vigueur dans chacun des pays concernés.

Toutefois, les impôts différés ne sont pas reconnus dans les cas suivants :

- Des différences temporaires sur la comptabilisation initiale des actifs ou des passifs dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affectera en aucun cas le résultat fiscal ;
- Les différences temporaires liées à des participations dans des filiales dans la mesure où le groupe est en mesure de déterminer le délai de la différence temporaire et qu'il soit probable qu'ils ne seront pas reversés dans un avenir prévisible.
- Les différences temporaires taxables liées à la comptabilisation initiale du goodwill.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés par entité fiscale, sous la tutelle d'une seule et unique autorité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsqu'il apparaît probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Les actifs d'impôts ne sont généralement pas comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices. Ils peuvent toutefois l'être en cas de probabilité de recouvrement estimée suffisante.

6.19 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options de souscriptions d'actions et des actions gratuites attribuées, et diminué du nombre d'actions auto-détenues.

6.20 Résultat opérationnel courant / Résultat opérationnel

Le groupe SII a opté pour la présentation séparée de certains éléments de produits et de charges significatifs à l'intérieur du résultat opérationnel. Le résultat opérationnel courant correspond donc au résultat opérationnel avant prise en compte de ces éléments constitués principalement des frais d'acquisitions de filiales suite à l'entrée en vigueur de l'IFRS 3 révisée.



6.21 Subventions

Les subventions publiques sont comptabilisées en revenus systématiquement sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles compensent. Les subventions liées au résultat sont comptabilisées en déduction de la charge correspondante si elles ont pour objet de couvrir une dépense identifiée.

La 3^{ème} loi de finances rectificative pour 2012 a mis en place le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) à compter du 1^{er} janvier 2013. Conformément à l'IAS 20 « Comptabilisation des subventions publiques » le groupe SII a opté pour la comptabilisation de ce crédit d'impôt en diminution des charges de personnel.



7. Périmètre de consolidation

7.1 Liste des entreprises consolidées

Le périmètre de consolidation du groupe SII comprend 16 sociétés consolidées. La liste complète est donnée ci-après :

Société	Siège social	N° Siren	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote
SII	65 rue de Bercy – 75012 PARIS - (France)	315 000 943		
SII Sp. zoo	ul. Niepodległości 69 – 02-626 Varsovie (Pologne)		70%	70%
SII Holding GmbH (sous-palier)	Kark-Kurz Straße 36 – D-74523 Schabisch Hall (Allemagne)		100%	100%
SII Concatel (sous-palier)	Citutat de la Justicia de Barcelona – Av. Carrilet, 3 Edificio D – Pl. 10 – 08902 Hospitalet de Llobregat (Espagne)		80%	80%
Uniway	Lenneke Marelaan, 12/1 – B-1932 Sint-Stevens- Woluwe (Belgique)		83%	83%
SII IT&C Services SRL	2i Vasile Milea Blvd, 1 st floor, district 6 061344 Bucarest (Roumanie)		80%	80%
SII s.r.o.	Michelska 1552/58 – 141 00 Prague 4 (République Tchèque)		90%	90%
SII Netherlands B.V.	Amsterdamse Vaart 268 – 2032 EK Haarlem (Pays-Bas)		100%	100%
SII Services Maroc	N° 2 angle Bd Anfa et rue clos de province 20200 Casablanca (Maroc)		100%	100%
SII SA (sous-palier)	38 bis, avenue Eugène Lance – 1212 Grand Lancy Genève (Suisse)		100%	100%
SII Luxembourg	6 rue des Champs – 8362 Grass (Luxembourg)		100%	100%
SII Chile	Av. Andres Bello 2777, Of. 701 75500 Las Condes – Santiago (Chili)		100%	100%
SII India IT & Engineering Services Pvt. Ltd	Embassy Golf Links Business Park, Build. Pebble Beach – Off intermediate Ring Road 560071 Bangalore (Inde)		100%	100%
SII Colombia	Av. Calle 40A 13-09, Of. 1104 – Bogota (Colombie)		79%	79%
SII Inc Canada	9970 chemin Côte de Liesse – unit 105 Lachine (Québec), H8T 1A1 (Canada)		100%	100%
SII Services Limited	1 Fetter Lane, Londres EC4A 1 BR (Royaume-Uni)		100%	100%

7.2 Variations de périmètre

Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur la période.

8. Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	Clôture
Goodwill	24 689				- 108	16	24 597
Frais de recherche (1)	9 095	299					9 394
Concessions, brevets et droits similaires	5 923	448	14		3	3	6 363
Autres immobilisations incorporelles	6 081	182			- 3	- 21	6 239
TOTAL BRUT	45 788	930	14		- 108	- 2	46 594
Dépréciations	- 5 162	- 412					- 5 574
Amortissements	- 14 259	- 1 130	- 10			8	- 15 371
TOTAL NET	26 367	- 612	4		- 108	6	25 649

(1) Considérant l'intérêt futur pour son activité, le sous-groupe SII Concatel active ses frais de développement liés à ses solutions logicielles développées en interne ; dès lors que ces dernières sont individualisables, séparables, génératrices d'avantages économiques futurs largement indépendants de l'activité de prestations de services de la société et que les coûts engagés peuvent être affectés de façon fiable à une phase de développement du projet. Ces développements concernent très majoritairement le logiciel de gestion Service One.

Hormis les goodwill dont le détail figure dans la note ci-dessous, le groupe SII ne dispose pas d'immobilisations incorporelles dont le montant unitaire serait significatif au regard de la position AMF du 9 janvier 2008 relative aux VaMPs.

9. Goodwill

(en milliers d'euros)	Valeur brute 31/03/2016	Acquisitions	Cessions	Dépréciations	Variations taux de change	Variations de périmètre	Valeur nette 30/09/2016
SII Service Suisse (Suisse)	3 103			- 3 119	16		0
SII Concatel (Espagne)	5 223			- 2 455			2 768
SII Holding GmbH (Allemagne)	10 157						10 157
Uniway (Belgique)	1 833						1 833
SII France	2 616						2 616
SII Netherlands (Pays-Bas)	1 469						1 469
SII Colombia (Colombie)	288					- 108	180
TOTAL	24 689			- 5 573		- 108	19 023

Aucun test de dépréciation n'est réalisé pour les clôtures semestrielles au 30 septembre dès lors qu'aucun indice de perte de valeur n'est détecté. Compte tenu de la réorganisation de notre filiale SII Suisse, un complément de dépréciation de 412 K€ a été constaté. Le goodwill de SII Suisse est ainsi totalement déprécié.



10. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	Clôture
Constructions	34						34
Installations techniques, matériel, outillage	10						10
Autres immobilisations corporelles	20 371	1 099	301		144	40	21 353
Autres immobilisations corporelles en location financement	2 115	286	44		- 144	- 22	2 191
Immobilisations corporelles en cours	63					- 63	
Avances et acomptes	1	26					27
TOTAL BRUT	22 594	1 411	345			- 45	23 615
Amortissements	- 14 895	- 1 498	- 319			28	- 16 047
TOTAL NET	7 699	- 87	27			- 17	7 568

La valeur brute des contrats de location financement activés est de 2 191 K€. La valeur nette est de 1 037 K€.

11. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers non courants sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	Clôture
Titres de participation	460						460
Prêts	162	177	147			1	194
Créances rattachées à des participations	117	426					543
Dépôts et cautionnements	1 882	407	176			1	2 114
Autres immobilisations financières	313	230	139			- 1	402
TOTAL	2 934	1 240	462			1	3 713

Les titres de participation correspondent aux titres détenus dans le capital des sociétés Doc 6, Happylens, GIE SII/SIER et les participations détenues par CADCON à hauteur respectivement de 149 K€, 2 K€, 51 K€ et 258 k€.

12. Impôts différés actifs et passifs

Détail des impôts différés actifs et passifs, par nature :

(en milliers d'euros)	Actifs		Passifs		Net	
	30/09/2016	31/03/2016	30/09/2016	31/03/2016	30/09/2016	31/03/2016
Contribution sociale de solidarité des sociétés	82	30			82	30
Participation des salariés	37	65			37	65
Effort construction	129	42			129	42
Autres provisions non déductibles	203	110			203	110
Provision pour indemnités de fin de carrière	644	644			644	644
Retraitements des contrats de longue durée	3	5			3	5
Retraitements des frais d'établissement						
Actualisation des dépôts de garantie	2	3			2	3
Retraitement frais de recherche et développement						
Différence temporaire sur paie	268				268	
Autres		659	216	358	- 216	301
Activation des déficits reportables	20				20	
Constatation des pertes de change latentes	34				34	
Dépréciation intra-groupe			1 236	183	- 1 236	- 183
Amortissements des immobilisations	281		53		228	
Provisions pour plans de rachat d'actions			27	39	- 27	- 39
Provisions réglementées			347	335	- 347	- 335
Impôts différés calculés	1 703	1 558	1 880	915	- 176	643
Compensation par entités fiscales	- 1 372	- 915	- 1 372	- 915		
Impôts différés après compensation	331	643	508	0	- 176	643

La part des impôts différés sur les déficits non activés représente 156 K€ au cours de la période.

13. Créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dépréciation	Net au 30/09/2016	Net au 31/03/2016
Créances clients et comptes rattachés	142 280	580	141 700	133 622
Stock de matières premières et approvisionnements.	173		173	119
Créances sociales	1 447		1 447	532
Créances fiscales (hors impôt courant)	8 841		8 841	7 786
TOTAL	152 741	580	152 161	142 059

Le maintien d'un niveau de créances clients élevé au 30 septembre 2016 s'explique en partie par les créances clients de SII France et SII Pologne dans leur cycle d'exploitation courant et notamment par la persistance d'en-cours de travaux non facturés par les filiales espagnoles du groupe dans le cadre des marchés réalisés pour la région autonome de Catalogne.

La ventilation des créances clients par échéance est présentée dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Total	Non échues	Echues		
			< 1 mois	1 et 2 mois	> 2 mois
Créances clients et comptes rattachés brut	142 280	116 967	12 250	4 733	8 330
Dépréciations	580				580
TOTAL NET	141 700	116 967	12 250	4 733	7 750

14. Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dépréciation	Net au 30/09/2016	Net au 31/03/2016
Avances et acomptes versés sur commandes	301		301	208
Fournisseurs – Avoirs à recevoir	105		105	290
Comptes courants débiteurs hors groupe	5		5	1 133
Débiteurs divers	771		771	369
Charges constatées d'avance	5 353		5 353	4 843
TOTAL	6 535		6 535	6 879

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	Net au 30/09/2016	Net au 31/03/2016	Net au 30/09/2015
Sicav de trésorerie	10 327	5 453	5 272
Disponibilités	36 966	41 367	35 349
TOTAL	47 293	46 820	40 620

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de parts d'OPCVM monétaires placées dans un horizon de gestion à court terme.

16. Capitaux émis et réserves

- Capital social

Au 30 septembre 2016, le capital est composé de 20 000 000 actions ordinaires, de valeur nominale 2 € entièrement libérées et représentant 40 000 000 euros.

- Titres en autocontrôle

- **Contrat de liquidité**

	31/03/2016	Achat	Vente	30/09/2016
Titres	9 111	11 037	19 958	190
Espèces (K€)	293			409

- **Actions non affectées**

Au 30 septembre 2016, 78 283 actions auto-détenues sont réservées pour servir les différents plans.

- **Plans d'attribution d'actions gratuites**

	Plan 2014	Plan 2015	Plan 2016
Date d'assemblée	19/09/2013	19/09/2013	19/09/2013
Date de la réunion du directoire	02/06/2014	01/06/2015	01/06/2016
Nombre total d'actions attribuées	21 338	10 621	67 662
Point de départ	02/06/2014	01/06/2015	01/06/2016
Date d'expiration	02/06/2016	01/06/2017	01/06/2018
Prix de l'action (€)	5,13	4,46	4,06
Taux de dividende	1,00%	1,00%	1,00%
Charge totale (€)	101 797	47 352	275 140
Charge sur la période (€)	52 514	22 398	131 264

Conformément à la législation en vigueur, l'attribution des actions gratuites sont soumises au délai de 2 ans pour la période d'attribution et de deux années supplémentaires pour la période de conservation.

La propriété des actions gratuites est conditionnée par la présence effective jusqu'à l'issue de la période d'attribution.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2016/2017, 21 338 actions ont été livrées aux bénéficiaires du plan d'attribution d'actions gratuites de 2014.

17. Emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	à moins d'un an	de un à cinq ans	plus de 5 ans	Total au 30/09/2016	Total au 31/03/2016
Emprunts auprès des établissements de crédit	10 362	19 161	1 111	30 634	29 307
Dettes sur immobilisations en location-financement	626	453	15	1 094	1 183
Autres dettes financières diverses	133	1 423		1 556	1 519
Concours bancaires	4 272			4 272	2 731
Dérivés passifs à la juste valeur par résultat	1			1	1
Intérêts courus non échus	35			35	38
TOTAL	15 428	21 037	1 126	37 592	34 779

Les dérivés passifs correspondent à des swaps de taux d'intérêt.

(en milliers d'euros)	30/09/2016			31/03/2016		
	Taux variable	Taux fixe	Total	Taux variable	Taux Fixe	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 989	23 645	30 634	6 948	22 359	29 307
Dettes sur immobilisations en location-financement	72	1 022	1 094	265	918	1 183
Autres dettes financières diverses	1 406		1 406	1 481	38	1 519
Concours bancaires	4 272		4 272	2 731		2 731
TOTAL	12 738	24 817	37 556	11 425	23 315	34 740

18. Provisions

(en milliers d'euros)	Ouverture	Dotations	Reprises		Ecart actuariels	Variations	Clôture
			Utilisées	Non utilisées			
Long terme							
Risque social	1 753	348	50	237			1 814
Risque commercial							
Indemnités de fin de carrière	1 902						1 902
Autres charges	8						8
Sous-total	3 663	348	50	237			3 724
Court terme							
Risque social							
Garanties données aux clients	41						41
Autres charges	2						2
Sous-total	43						43
TOTAL	3 706	348	50	237			3 767

Le risque social correspond aux provisions pour litige prud'homal. La provision pour litige est passé de 1 753 K€ au 31 mars 2016 à 1 814 K€ au 30 septembre 2016.

Sur la période, 287 K€ de provisions ont été reprises dont 237 K€ correspondent à des reprises dont l'issue est en notre faveur.

- Provision pour indemnités de fin de carrière

La provision pour indemnités de fin de carrière n'a pas fait l'objet d'une actualisation au 30 septembre 2016.

19. Dettes d'exploitation

(en milliers d'euros)	Total au 30/09/2016	Total au 31/03/2016
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 836	13 614
Dettes sociales	30 186	32 434
Dettes fiscales (hors impôt courant)	23 154	21 527
Clients – Avoir à émettre	119	29
TOTAL	66 295	67 604

20. Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	Total au 30/09/2016	Total au 31/03/2016
Produits constatés d'avance	4 980	6 867
Clients – avances et acomptes reçus	1 683	1 122
Puts sur minoritaires	13 299	13 299
Divers	994	1 648
TOTAL	20 956	22 936

21. Charges de personnel

(en milliers d'euros)	30/09/2016	30/09/2015
Salaires	102 981	83 100
Charges sociales	32 251	28 066
Participation des salariés	99	
Paiements fondés sur des actions	206	98
TOTAL	135 537	111 264

Sous le libellé « Paiements fondés sur des actions » est comptabilisée la charge liée aux plans de stock-options et d'attribution d'actions gratuites.

Le CICE (Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) est comptabilisé en déduction des charges de personnel.



22. Dotations aux amortissements

(en milliers d'euros)	30/09/2016	30/09/2015
Amortissements sur immobilisations incorporelles	1 134	1 092
Amortissements sur immobilisations corporelles	1 216	1 040
Amortissements sur contrats de location-financement	289	267
TOTAL	2 639	2 399

23. Dotations aux provisions

(en milliers d'euros)	30/09/2016	30/09/2015
Provisions sur actifs circulants	- 32	25
Provisions pour litiges	111	802
Provisions pour garanties données aux clients		
Provisions pour autres charges		84
TOTAL	79	912

24. Autres charges opérationnelles non courantes

Les autres charges opérationnelles non courantes d'un montant de 411 K€ correspondent à la dépréciation du goodwill de la filiale SII Suisse.



25. Résultat financier net

(en milliers d'euros)	30/09/2016	30/09/2015
Revenus des autres créances et valeurs mobilières de placement	61	113
Plus-values sur cession de valeurs mobilières de placement	2	11
Intérêts et charges financiers	- 140	- 148
Charges financières dues au titre des contrats de location financement	- 22	
Coût de l'endettement financier net	- 99	- 24
Gains de change	338	116
Effet de l'actualisation	3	- 27
Autres	158	217
Autres produits financiers	499	306
Dotations aux provisions financières		
Pertes de change	- 467	- 700
Effets de l'actualisation		
Coût financier des engagements envers le personnel		
Autres	- 462	- 352
Autres charges financières	- 929	- 1 052
TOTAL	- 529	- 769

26. Charge d'impôt

- Traitement comptable de la CVAE

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe SII répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncé par l'IAS 12, est comptabilisée en impôt sur le résultat.

(en milliers d'euros)	30/09/2016	30/09/2015
Impôts exigibles	4 326	2 498
Impôts différés	438	- 95
TOTAL	4 764	2 403

Le rapprochement différé entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt :

(en milliers d'euros)	30/09/2016			30/09/2015		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat avant impôts	15 075	34,43%	5 190	7 568	34,43%	2 606
Charges fiscalement non déductibles	1 573	34,43%	542	2 408	34,43%	829
Produits fiscalement non imposables	- 1 217	34,43%	- 419	- 1 643	34,43%	- 566
Abattement contribution sociale sur les bénéfices (3,3% sur montant n'excédant pas 763 k€ d'IS)	- 382	3,30%	- 13	0	3,30%	0
Crédit d'impôts			- 768			- 743
Différentiel de taux avec les filiales internationales	11 545	entre - 15,43% et 0,57%	- 1 000	5 603	entre - 15,43% et 0,57%	- 757
Autres – Retraitements non fiscalisés	574	34,43%	198	- 105	34,43%	- 36
Déficits non activés	454	34,43%	156	619	34,43%	213
Impact net d'impôt de la CVAE			898			857
Charge d'impôt effective			4 764			2 403

27. Résultat par action

	30/09/2016	30/09/2015
Résultat net – part du groupe (k€)	10 251	5 185
Nombre d'actions ordinaires	20 000 000	20 000 000
Effet dilutif des stock-options et actions gratuites	78 283	31 959
Effet relatif de l'annulation des actions auto-détenues	- 958 529	- 1 203 874
Résultat net par action (€)	0,513	0,259
Résultat net dilué par action (€)	0,536	0,275

28. Information sectorielle

(en milliers d'euros)	30/09/2016		30/09/2015	
	France	Hors France	France	Hors France
Chiffre d'affaires net	107 953	97 254	93 250	69 614
Amortissements des actifs	- 695	- 1 944	- 626	- 1 773
Résultat opérationnel	9 179	6 425	3 199	5 138
Coût de l'endettement financier net	-67	- 32	7	- 31
Autres produits financiers	282	217	277	29
Autres charges financières	- 32	- 897	- 39	- 1 013
Impôt sur les résultats	- 3 209	- 1 555	- 1 351	- 1 052
Résultat net	6 153	4 158	2 093	3 071
Part du groupe	6 153	4 098	2 670	3 092
Intérêts minoritaires		60		- 21

29. Engagements hors bilan

- Engagements donnés

- Divers contrats de location longue durée

(en milliers d'euros)	Montant hors bilan 30/09/2016	Paiements dus par période		
		à moins d'un an	de un an cinq ans	à plus de cinq ans
Locaux	39 848	6 996	26 343	6 509
Véhicules	2 741	1 180	1 561	
Matériel	3 290	1 295	1 989	6
TOTAL	45 879	9 471	29 893	6 515

- Cautionnements, avals et garanties

Sans objet à la connaissance de la société.

- Nantissement d'actions de l'émetteur au nominatif pur

Nom	Bénéficiaire	Date de départ	Date d'échéance	Condition de levée	Nombre d'actions nanties	% de capital nanti
Bernard Huvé	Trésor Public	Juin 2012	N/A	N/A	2 500 000	12,50%
Total					2 500 000	12,50%

- Nantissement d'actifs de l'émetteur

Pas d'engagement assorti de sûreté réelle sur tous types d'investissements (corporel, incorporel ou financier).



30. Informations relatives aux parties liées

- Rémunérations des principaux dirigeants

Les rémunérations brutes et avantages de toute nature des membres des organes de direction et de surveillance, comptabilisés par la société SII et ses sociétés contrôlées, se sont élevés au titre de la période à 324 881 euros :

- - Avantages à court terme :	324 881
- - Avantages postérieurs à l'emploi :	néant
- - Autres avantages à long terme :	néant
- - Indemnités de fin de contrat de travail :	néant
- - Paiements en actions :	57 972 actions gratuites attribuées

31. Évènements postérieurs à la clôture de la période

Dans le cadre de sa stratégie de développement de son activité, le groupe SII est entré en discussion exclusive avec le groupe FEEL EUROPE en vue de l'acquisition de 100% de son capital. Le 13 décembre 2016, les parties ont signé un protocole de principe visant à finaliser l'opération au cours du mois de février 2016 sous réserve notamment de l'autorisation de l'Autorité de la Concurrence.

32. Effectif moyen

Pays	30/09/2016	31/03/2016
France	2 707	2 600
Pologne	1 354	1 215
Allemagne (et Chine & Ukraine)	651	338
Espagne (et Argentine)	588	555
Roumanie	176	202
Chili	143	114
Belgique	51	50
République Tchèque	49	43
Maroc	35	25
Colombie	29	27
Pays-Bas	26	23
Inde	12	11
Suisse	11	17
Canada	8	4
Royaume-Uni	2	
Groupe SII	5 842	5 226



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG S.A.

Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense

C.E.E.C.A.

112, avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Exercice 2016/2017

Période du 1^{er} avril 2016 au 30 septembre 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société SII, relatifs à la période du 1^{er} avril 2016 au 30 septembre 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.



2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Paris, le 16 décembre 2016

KPMG S.A.

C.E.E.C.A.

Vincent de Becquevort
Associé

Jean-Paul Le Mentec
Associé



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Les comptes consolidés présentés dans ce rapport semestriel ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant aux pages 37 & 38.

Paris, le 20 décembre 2016

Eric MATTEUCCI
Président du directoire